
Estimation des dépenses du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 – juin 2021

Contexte

- Compte tenu de l'ampleur et de l'impact sans précédent de la COVID-19, le Parlement a accordé la priorité aux mesures en réponse à la pandémie. Le gouvernement a déposé le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire (A) 2021-2022 qui prévoient des dépenses totalisant 42,3 milliards de dollars en autorisations de dépenses des organisations fédérales au Canada pour financer les mesures prises en réponse à la COVID-19. C'est le plafond de dépenses autorisées en reconnaissance de l'urgence et de l'incertitude dans lesquelles ces mesures ont été prises en réponse à la pandémie.
- En règle générale, les rapports sur les dépenses gouvernementales sont présentés une fois par mois dans *La revue financière* du ministère des Finances, à chaque trimestre par les ministères et une fois par an dans le Rapport financier annuel et les Comptes publics. Compte tenu du contexte extraordinaire de la pandémie, le Secrétariat du Conseil du Trésor (le Secrétariat) s'est adressé aux organisations pour recueillir des données mensuelles sur les dépenses au titre de la COVID-19, reconnaissant que la capacité de suivre efficacement les dépenses attribuables aux interventions liées à la pandémie varie grandement selon la mesure et l'organisation. Un rapprochement des dépenses sera effectué à la fin de l'exercice en vue de dépenses définitives déclarées dans les Comptes publics du Canada (prévu à l'automne 2022). Ce n'est qu'après ce stade que les chiffres des ministères seront finaux.
- La collecte de données a surtout été axée sur les dépenses liées à la COVID-19 dans le cadre des autorisations prévues, telles que décrites dans les budgets des dépenses. Les budgets des dépenses ont pour principal objectif de faciliter l'étude par le Parlement des projets de loi de crédits, qui sont les instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements, et toutes les mesures liées à la COVID-19 ne sont pas inscrites aux budgets des dépenses. Le Parlement, par exemple, n'autorise pas sur une base annuelle les dépenses pour les mesures fiscales et les liquidités. Sont exclus de cette collecte de renseignements sur les dépenses :

- les mesures prévues par la *Loi de l'impôt sur le revenu*, comme la Subvention salariale d'urgence du Canada¹;
- les prestations d'assurance-emploi versées à même le Compte des opérations de l'assurance-emploi;
- les mesures relatives aux liquidités telles que le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et le Programme de crédit aux entreprises.

Estimation des dépenses en date du 30 avril 2021

- À ce jour, les efforts de collecte de renseignements sur les dépenses au titre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 sont fondés sur des estimations qui pourraient être légèrement modifiées lors de périodes ultérieures et qui n'ont pas été vérifiées. Il incombe aux organisations de déterminer la meilleure façon d'estimer leurs dépenses et, s'il y a lieu, de fournir ultérieurement toute explication requise sur les montants et les activités correspondantes.
- Au 30 avril 2021, les organisations fédérales avaient déclaré des dépenses estimées pour 2021-2022 totalisant 3,8 milliards de dollars pour les mesures liées à la pandémie (figurant dans le tableau 1 avec la ventilation, telle que fournie par les organisations, figurant dans le tableau 2), qui correspondent aux mesures annoncées dans le cadre du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 (c'est-à-dire les chapitres 1 et 2 de l'Énoncé économique de l'automne 2020). Cette estimation des dépenses ne représente pas l'état d'avancement de la mise en œuvre ou les résultats obtenus pour une mesure donnée. Les organisations exécutantes (ministères, organismes et sociétés d'État) sont les mieux placées pour parler de l'état d'avancement de la mise en œuvre d'une mesure donnée.
- Outre l'estimation de dépenses de plus de 3,8 milliards de dollars pour les mesures au titre de la COVID-19 en date du 30 avril 2021, les ministères et organismes estiment avoir besoin de 0,2 milliards de dollars supplémentaires pour soutenir l'intervention gouvernementale. Ces dépenses comprennent des estimations pour les salaires et les heures supplémentaires des employés supplémentaires ou des employés réaffectés à l'appui de la réponse du gouvernement à la pandémie, ainsi que des dépenses opérationnelles, notamment l'acquisition d'équipement de protection individuelle et de fournitures. Dans la plupart des cas, l'estimation des dépenses correspond à des fonds existants dans les niveaux de référence ministériels qui ont été réaffectés aux activités en lien avec la COVID-19.

¹ En date du 30 avril 2021, l'estimation des dépenses pour la Subvention salariale d'urgence du Canada pour 2021-2022 est 3,8 milliards de dollars.

Notes techniques :

- Cette estimation des dépenses comprend les paiements en espèces qui ont été versés à des fournisseurs pour des biens et des services ou à des bénéficiaires de subventions ou de contributions en date du 30 avril 2021. Les dépenses sont comptabilisées lorsque des paiements en espèces sont effectués à même le Trésor (p. ex. pour des biens, des services, des subventions, des contributions, etc.) conformément aux autorisations prévues par une loi ou, dans le cas d'un budget des dépenses, par un projet de loi de crédits. L'estimation des dépenses ne correspond pas aux engagements financiers pris par des organisations exécutantes pour lesquelles un paiement réel n'a pas été versé. La norme établie par la Directive sur les paiements est que les fournisseurs soient payés dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture et de l'acceptation des biens ou des services. Une facture tardive ou des conditions de paiement différentes (p. ex. en vertu d'un contrat) peuvent entraîner la comptabilisation de dépenses plusieurs mois après la réception initiale des biens ou des services. Pour ces raisons, il peut y avoir des engagements financiers légaux pris par les organisations exécutantes en lien avec les mesures d'intervention qui ne sont pas encore comptabilisés dans les chiffres figurant au tableau 1 et tableau 2. Les chiffres des dépenses de fin de d'exercice comprendront les frais courus pour les dépenses dont les paiements en espèces n'ont pas encore été effectués et seront fondés sur l'information financière vérifiée du gouvernement.
- En comparant les autorisations au titre de la COVID-19 et l'estimation des dépenses, il arrive dans certains cas que la source de financement d'une mesure donnée corresponde parfaitement aux autorisations figurant dans les budgets des dépenses. Dans d'autres cas, le financement peut inclure d'autres sources de fonds, comme l'utilisation de ressources existantes ou le transfert de fonds entre organisations. Par conséquent, dans certaines circonstances, il se peut que l'estimation des dépenses soit supérieure aux autorisations pour une mesure donnée. Inversement, il se peut que la mise en œuvre d'une mesure soit achevée sans que les autorisations soient épuisées, car les autorisations sont un plafond.
- Le budget 2021 et l'Énoncé économique de l'automne 2020 sont établis selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que la méthode de la comptabilité de caisse modifiée est utilisée pour les budgets des dépenses. Selon la comptabilité d'exercice, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont réalisés et les charges lorsqu'elles sont engagées tandis que la comptabilité de caisse les comptabilise lorsque les fonds ou leur équivalent ont été versés. Par conséquent, certains postes figureront différemment dans ces publications.
- Les dépenses législatives liées à la COVID-19 ont été accordées au moyen de plusieurs autorisations pour une période limitée :
 - les dispositions de *la Loi sur la gestion des finances publiques* qui

autorisaient les paiements aux provinces et territoires (ou aux organisations désignées par ces administrations) ont été abrogées le 30 septembre 2020;

- la *Loi sur les paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national* a été abrogée le 31 décembre 2020;
- la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique* (projet de loi C-4), adoptée en octobre 2020, autorisait les paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants jusqu'au 31 mars 2024;
- les dispositions de la *Loi n°1 d'exécution du budget de 2021* (projet de loi C-30) qui autoriseraient des paiements supplémentaires aux provinces et aux territoires au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Plan de vaccination du Canada contre la COVID-19.

La *Loi d'exécution de l'énoncé économique de 2020* (projet de loi C-14) n'a pas reçu la sanction royale en date du 31 mars 2021, laquelle est la date requise pour autoriser le paiement de certaines mesures. Par conséquent, les dépenses relatives à ces mesures (p. ex. le Fonds d'aide et de relance régionale, certaines mesures de santé particulières, l'augmentation des paiements de soutien du revenu en vertu de la *Loi sur la prestation canadienne d'urgence*) seront considérablement réduites en 2020-2021, et peut-être même complètement reportées à 2021-2022, puisqu'elles ne peuvent être engagées que pour des autorisations reçues par un autre moyen.

- Les dépenses des sociétés d'État représentent le paiement enregistré du gouvernement fédéral, incluant les paiements versés à la société et les paiements à verser par la société.
- Les mesures ou programmes de soutien des liquidités sont différents des mesures de soutien direct. Pendant la pandémie, le gouvernement offre de l'aide financière temporaire telle que des prêts aux entreprises, des garanties de crédit ou un report du paiement de l'impôt.

Tableau 1 : Estimation des dépenses par mesure et par organisation au 30 avril 2021 *

Organisation	Mesure	Estimation
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Fonds d'aide et de relance régionale	1 867 683
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial	111 199
	Programmes d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes	451 473
	Initiative pour la création rapide de logements	117 224 723
Agence du revenu du Canada	Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE)	41 756
	Prestations canadienne de la relance économique	3 849 608
	Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants	299 802
	Prestation canadienne de maladie pour la relance économique	358 446
	Financement pour l'Agence du revenu du Canada, pour les mesures économiques en réponse à la COVID-19	6 849 115
	Soutien aux personnes handicapées	1 777
Instituts de recherche en santé du Canada	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	6 857 908
Service correctionnel du Canada	Appuyer les mesures de santé publique dans les établissements correctionnels	7 255 864
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Programmes d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes	122 696
	Soutien aux banques alimentaires et aux organisations alimentaires locales	85 093

Organisation	Mesure	Estimation
Ministère de l'Emploi et du Développement social	Prestations canadienne de la relance économique	3 033 645 000
	Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants	337 566 000
	Prestation canadienne de maladie pour la relance économique	77 852 500
	Programme de prêts d'études canadiens	21 451 255
	Améliorer notre capacité d'atteindre tous les Canadiens	1 316 202
	Formation des préposés au service de soutien personnel et autres mesures pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans les soins de longue durée et à domicile	1 100 000
	Soutien à l'intégrité des paiements de la Prestation canadienne d'urgence liés à la COVID-19	2 954 293
	Soutien aux personnes handicapées	23 826 700
	Appuyer la prestation continue des principales prestations	369 292
Ministère des Pêches et des Océans	Soutien pour les pêcheurs canadiens	32 904

Organisation	Mesure	Estimation
Ministère de la Santé	Fonds de réponse à la COVID-19	6 344
	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	4 948 732
	Soutien à Santé Canada et à l'Agence de la santé publique du Canada	25 374
	Appuyer les centres de détresse et le portail Espace mieux-être Canada	9 583 484
	Soutenir les activités de l'Agence de la santé publique du Canada et de Santé Canada pendant la pandémie	3 496 865
Ministère des Services aux Autochtones	Fonds de soutien aux communautés autochtones	223 293
	Améliorer davantage les mesures de santé publique dans les communautés autochtones	12 775 357
	Soins dans les communautés autochtones	2 955
Ministère de l'Industrie	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	218 064
	Fonds d'aide et de relance régionale	1 387 087
	Soutien aux entreprises des rues commerçantes	810 240
Ministère des Ressources naturelles	Fonds de réduction des émissions pour le secteur pétrolier et gazier	219 730
	Programmes d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes	62 642
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Prestations canadienne de la relance économique	12 776
	Soutien en matière d'EPI et d'équipement connexe pour les travailleurs essentiels	2 132 961
	Entente sur la relance sécuritaire, contribution fédérale proposée	36 576

Organisation	Mesure	Estimation
Ministère des Transports	Soutenir le transport aérien essentiel pour accéder aux collectivités éloignées	72 233
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Fonds d'aide et de relance régionale	6 100 932
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Initiative du transport aérien régional	19 752
	Fonds d'aide et de relance régionale	12 093 497
Conseil national de recherches du Canada	Augmentation de la capacité de biofabrication – Installation Royalmount du Conseil national de recherches	549 252
	Fonds de réponse à la COVID-19	510 327
	Programmes d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes	46 999
	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	788 507
	Recherche médicale sur la COVID-19 et développement de vaccins	218 756
Bureau de l'infrastructure du Canada	Améliorer la ventilation dans les immeubles publics	11 820

Organisation	Mesure	Estimation
Agence de la santé publique du Canada	Approvisionnement supplémentaire en EPI et soutien pour le stockage et l'entreposage des EPI	7 220 295
	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	83 992 552
	Recherche innovante et soutien pour les nouvelles approches et technologies	8 042 060
	Installations de quarantaine et mesures frontalières liées à la COVID-19	22 639 525
	Accord sur la relance sécuritaire – Investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données	9 301 496
	Recherche médicale sur la COVID-19 et développement de vaccins	1 589 226
	Soutenir les activités de l'Agence de la santé publique du Canada et de Santé Canada pendant la pandémie	3 376 461
Registraire de la Cour suprême du Canada	Soutien aux opérations judiciaires et accès à la justice	9 239
Statistique Canada	Fonds de réponse à la COVID-19	223 327
	Accord sur la relance sécuritaire – Investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données	2 124 803
Téléfilm Canada	Soutien à l'industrie audiovisuelle	134 451
Secrétariat du Conseil du Trésor	Service numérique canadien	303 354
Estimation des dépenses par mesure et par organisation au 30 avril 2021		3 840 802 632

* Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.

Tableau 2 : Estimation des dépenses par mesure liées à la COVID-19 – année financière – 30 avril 2021*

2021-2022		Budgétaire	
Organisation	Mesure	Crédits votés	Postes législatifs
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Fonds d'aide et de relance régionale	1 867 683	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial	111 199	
	Programmes d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes	451 473	
	Initiative pour la création rapide de logements	117 224 723	
Agence du revenu du Canada	Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE)	41 756	
	Prestations canadienne de la relance économique	3 849 608	
	Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants	299 802	
	Prestation canadienne de maladie pour la relance économique	358 446	
	Financement pour l'Agence du revenu du Canada, pour les mesures économiques en réponse à la COVID-19	5 414 963	1 434 152
	Soutien aux personnes handicapées	1 777	
Instituts de recherche en santé du Canada	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	6 857 908	
Service correctionnel du Canada	Appuyer les mesures de santé publique dans les établissements correctionnels	6 040 339	1 215 525
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Programmes d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes	96 611	26 085

2021-2022		Budgétaire	
Organisation	Mesure	Crédits votés	Postes législatifs
	Soutien aux banques alimentaires et aux organisations alimentaires locales	67 302	17 790
Ministère de l'Emploi et du Développement social	Prestations canadienne de la relance économique		3 033 645 000
	Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants		337 566 000
	Prestation canadienne de maladie pour la relance économique		77 852 500
	Programme de prêts d'études canadiens		21 451 255
	Améliorer notre capacité d'atteindre tous les Canadiens	989 982	326 220
	Formation des préposés au service de soutien personnel et autres mesures pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans les soins de longue durée et à domicile	1 082 422	17 578
	Soutien à l'intégrité des paiements de la Prestation canadienne d'urgence liés à la COVID-19	2 462 160	492 133
	Soutien aux personnes handicapées		23 826 700
	Appuyer la prestation continue des principales prestations		369 292
Ministère des Pêches et des Océans	Soutien pour les pêcheurs canadiens	32 904	

2021-2022		Budgétaire	
Organisation	Mesure	Crédits votés	Postes législatifs
Ministère de la Santé	Fonds de réponse à la COVID-19	6 344	
	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	4 368 182	580 550
	Soutien à Santé Canada et à l'Agence de la santé publique du Canada	25 374	
	Appuyer les centres de détresse et le portail Espace mieux-être Canada	9 583 484	
	Soutenir les activités de l'Agence de la santé publique du Canada et de Santé Canada pendant la pandémie	3 206 278	290 587
Ministère des Services aux Autochtones	Fonds de soutien aux communautés autochtones	223 293	
	Améliorer davantage les mesures de santé publique dans les communautés autochtones	12 775 357	
	Soins dans les communautés autochtones	2 955	
Ministère de l'Industrie	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	218 064	
	Fonds d'aide et de relance régionale	1 387 087	
	Soutien aux entreprises des rues commerçantes	810 240	
Ministère des Ressources naturelles	Fonds de réduction des émissions pour le secteur pétrolier et gazier	173 222	46 508
	Programmes d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes	49 438	13 204

2021-2022		Budgétaire	
Organisation	Mesure	Crédits votés	Postes législatifs
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Prestations canadienne de la relance économique	10 059	2 716
	Soutien en matière d'EPI et d'équipement connexe pour les travailleurs essentiels	1 927 109	205 852
	Entente sur la relance sécuritaire, contribution fédérale proposée	36 576	
Ministère des Transports	Soutenir le transport aérien essentiel pour accéder aux collectivités éloignées	56 877	15 357
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Fonds d'aide et de relance régionale	6 100 932	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Initiative du transport aérien régional	15 553	4 199
	Fonds d'aide et de relance régionale	12 057 330	36 167
Conseil national de recherches du Canada	Augmentation de la capacité de biofabrication – Installation Royalmount du Conseil national de recherches	549 252	
	Fonds de réponse à la COVID-19	510 327	
	Programmes d'emploi et de perfectionnement des compétences pour les jeunes	46 999	
	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	788 507	
	Recherche médicale sur la COVID-19 et développement de vaccins	218 756	
Bureau de l'infrastructure du Canada	Améliorer la ventilation dans les immeubles publics	10 804	1 016

2021-2022		Budgétaire	
Organisation	Mesure	Crédits votés	Postes législatifs
Agence de la santé publique du Canada	Approvisionnement supplémentaire en EPI et soutien pour le stockage et l'entreposage des EPI	7 148 911	71 384
	Soutien supplémentaire pour la recherche médicale et les vaccins	83 856 101	136 451
	Recherche innovante et soutien pour les nouvelles approches et technologies	8 014 411	27 649
	Installations de quarantaine et mesures frontalières liées à la COVID-19	22 341 756	297 769
	Accord sur la relance sécuritaire – Investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données	9 244 041	57 455
	Recherche médicale sur la COVID-19 et développement de vaccins	1 466 470	122 756
	Soutenir les activités de l'Agence de la santé publique du Canada et de Santé Canada pendant la pandémie	2 704 958	671 503
Registraire de la Cour suprême du Canada	Soutien aux opérations judiciaires et accès à la justice	7 275	1 964
Statistique Canada	Fonds de réponse à la COVID-19	176 107	47 220
	Accord sur la relance sécuritaire – Investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données	1 684 236	440 567
Téléfilm Canada	Soutien à l'industrie audiovisuelle	134 451	
Secrétariat du Conseil du Trésor	Service numérique canadien	267 314	36 040
Total		339 455 488	3 501 347 144

* Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document. Aucune dépense non budgétaire.